

---

# Les objectifs de politique étrangère dans l'expansionnisme économique de la Russie

ROMAIN YAKEMTCHOUK

## L'EXPANSIONNISME ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE

La crise financière qui a durement frappé l'économie russe depuis la désintégration de l'Urss, surtout en 1998, appartient au passé. Grâce à ses importants revenus gaziers et pétroliers, la Russie est parvenue à rétablir sa situation économique: elle a considérablement accru ses exportations vers l'Union Européenne, les Etats-Unis, la Chine et le Japon, et à la faveur d'interventions du Fonds de stabilisation budgétaire s'est engagée ces dernières années dans une croissance économique: 5,9% en 2005. Elle a réduit considérablement sa dette extérieure en remboursant anticipativement quelques dizaines de milliards de dollars au Club de Paris, et de nos jours, fait partie des 15 Pays qui détiennent les plus fortes réserves d'or et de devises. Pour la première fois depuis 50 ans, la Russie est devenue un exportateur de blé.

La présence de ses biens et capitaux à l'étranger s'est accrue. Traditionnellement, les investissements et les prises de participation de l'Etat et des entreprises russes à l'étranger étaient insignifiants: à la veille de l'effondrement de l'Urss, seules quelque 175 entreprises soviétiques étaient engagées dans l'exportation de l'énergie et des matières premières, surtout des métaux. Après la dislocation de l'Union en 1991 et la crise économique qui s'en est suivie, la situation a commencé à changer et l'on assista à d'importantes fuites de capitaux, qui s'investissaient au gré des circonstances, entre autres dans l'immobilier de la côte d'Azur en France, à la côte andalouse en Espagne, et en Suisse. Peu à peu, ces implantations plus ou moins irrégulières de l'économie parallèle ont été suivies par les investissements parfaitement légaux des entreprises d'Etat qui se sont mises à s'établir à l'étranger: il est apparu aux autorités russes que leur présence commerciale et industrielle à l'étranger était un des moyens le plus sûr pour intégrer l'économie russe dans l'économie mondiale.

Dès 1995, les investissements russes à l'étranger s'élevaient à quelque 3 milliards de dollars, mais en 2005, avec l'amélioration de la situation économique du Pays, ils atteignaient déjà 140 milliards, la

Russie devenant le 16<sup>e</sup> Pays exportateur de capitaux dans le monde. Les entreprises exportatrices de capitaux sont devenues un important vecteur de la politique extérieure de la Russie, un outil permettant de réaffirmer ses positions à l'étranger. Près de la moitié de ces investissements ont été réalisés en Europe, notamment dans la distribution directe du gaz et du pétrole, d'autres implantations ayant eu lieu dans les Pays du «proche étranger» comme l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, la Géorgie et les Etats de l'Asie centrale. En Lettonie, et dans un degré moindre en Lituanie, les intérêts russes sont présents dans l'immobilier et dans le secteur bancaire; lors de la privatisation en 2001 de la raffinerie lituanienne Maziekiu Nafta, une bataille a opposé l'entreprise russe Lukoil à la société américaine Williams pour le contrôle de la raffinerie. Tout au long des années, la pénétration des capitaux russes à l'étranger s'est poursuivie. Ayant signé le 10 septembre 2007 avec les Emirats arabes un accord sur le règlement de la dette de l'ex-Urss, le président Poutine a déclaré que «les entreprises russes sont intéressées à travailler aux Emirats arabes dans les domaines de l'extraction du pétrole, des investissements et de la coopération militaire et technique».

Ces derniers temps, l'Etat a déclaré la guerre aux «oligarques» qui détenaient des positions dominantes dans le secteur énergétique et a renforcé ses participations dans certaines de ces entreprises: le gaz et le pétrole sont devenus le fer de lance de l'expansionnisme économique de la Russie. En même temps, par une sorte de paradoxe, la Russie a refusé de ratifier la charte de l'énergie – qu'elle a pourtant signé en 1994 – laquelle impose la liberté de transit du gaz et du pétrole, y compris sur le marché russe: le Parlement russe a voté une loi imposant des entraves aux entreprises étrangères désireuses d'exploiter des hydrocarbures en territoire de la Russie. En soutenant fermement ces dispositions, les politologues russes estiment qu'il y a lieu d'empêcher toute pénétration des capitaux étrangers dans l'exploitation des hydrocarbures sur tout l'espace post-soviétique qui doit être réservée prioritairement, voire exclusivement, aux intérêts nationaux<sup>1</sup>.

#### LE GÉANT GAZIER GAZPROM

Constitué en 1992 comme successeur du Ministère ex-soviétique du Gaz, le géant gazier russe Gazprom, dans lequel l'Etat détient 51% du capital (et les investisseurs internationaux 20%), est le pre-

---

<sup>1</sup> MIKHAÏL DELAGUINE, *Principes de la politique étrangère de la Russie*, Moscou, Infra, 3<sup>ème</sup> éd., 2007, p. 15 (en russe).

mier producteur mondial: 23%. Il a produit 547,9 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel en 2005, réalisant un bénéfice de 9,4 milliards d'euros, emploie quelque 300 000 personnes, contribue pour 20% aux recettes budgétaires de la Russie et fournit 8% de son produit intérieur brut (Pib). Environ 75% de sa production est écoulee sur le marché russe. Gazprom fournit quelque 26% du gaz consommé par les Pays européens: en 2006, les importations du gaz sibérien par 23 Pays d'Europe se sont élevées à 161,5 milliards de m<sup>3</sup>. L'Allemagne, l'Italie, la Turquie et la France viennent en tête de ces importations, et Gazprom a envisagé de prendre une participation dans l'entreprise britannique Scottish Power, ce qui lui assurerait d'intervenir jusqu'à 20% dans les importations du gaz de la Grande-Bretagne. Il dispose du plus grand réseau de gazoducs dans le monde (153 800 km) et, depuis juillet 2007, a été autorisé par l'Etat à constituer ses propres services de sécurité armés afin de combattre toute attaque et tous actes de vandalisme contre ses installations de transport gazier.

Coté à la bourse de Moscou, de Londres et de Francfort, Gazprom a atteint en mai 2006 une capacité boursière de 269 milliards de dollars, soit le troisième rang derrière Exxon Mobil et General Motors. Par son acquisition de Sibneft en 2005, Gazprom s'assura le contrôle de la production d'environ 30% du pétrole russe. Il détient des réserves de 119 milliards de barils de pétrole, ce qui le situe à la troisième place mondiale, derrière l'Arabie saoudite (263 milliards de barils) et l'Iran (133 milliards de barils).

Depuis janvier 2006, Gazprom détient la totalité du capital d'Atomstroïexport, constructeur de centrales nucléaires, notamment celle de Bushehr en Iran et celle de Kudankulam en Inde. Il a d'importantes participations dans le secteur de l'énergie, dans les banques, les assurances, les technologies de moteurs, la construction mécanique, l'agriculture, la télévision et de la presse.

Second fournisseur de Gaz de France (23%), il a conclu le 19 décembre 2006 un accord qui a prolongé ses contrats de fournitures jusqu'en 2030 pour environ 45 milliards d'euros. Ne voulant pas dépendre uniquement de cette entreprise, Gazprom a constitué à Paris une filiale de vente directe de gaz et soulevé la question du renforcement de ses capacités de stockage souterrain de gaz en France. Il s'est dit intéressé par des achats d'actifs dans le transport et la distribution qui seraient cédés par Suez et Gaz de France après leur fusion, mais le nouveau groupe a décliné ces offres et n'a pas envisagé de vendre la société Distrigaz à Gazprom: «Nous sommes méfiants par rapport à Gazprom, nous ne sommes pas convaincus de pouvoir obtenir des actifs de production en Russie».

Le géant russe a également prolongé jusqu'en 2035 ses contrats d'approvisionnement avec le pétrolier italien Eni; il s'est assuré, dès

2007, un accès direct aux clients industriels. En mars 2005, Gazprom a conclu avec la société d'Etat égyptienne, Egyptian Natural Gas Holding Cy, un protocole d'accord relatif à leur coopération en matière de gaz. Gazprom a signé plusieurs accords avec les Pays d'Asie centrale – le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan – en ce qui concerne la commercialisation et le transport de gaz. En juin 2002, il a conclu une joint-venture avec la compagnie nationale du Kazakhstan pour traiter du gaz naturel.

La Russie n'est plus la voie de passage obligée du pétrole de la Mer Caspienne vers la Méditerranée consécutivement à la mise en place en 2005, sous l'égide de British Petroleum, de l'oléoduc stratégique Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Pour sa part, l'Union européenne qui n'a pas de véritable politique commune en matière d'énergie, s'est montrée de plus en plus préoccupée de la dépendance croissante de ses Etats membres envers les hydrocarbures russes, et en juin 2006, elle a accordé son soutien à la construction d'un gazoduc géant de 3 400 km, Nabucco, qui permettrait d'acheminer le gaz de la Mer Caspienne et d'Asie centrale, voire de l'Iran, jusqu'en Autriche. Ce projet de 4,6 milliards d'euros devrait être opérationnel en 2011, mais des doutes subsistent que les quantités de gaz à transporter justifient pleinement cet investissement. Le président Poutine a répliqué à cette initiative en signant le 15 mars 2007, à Athènes, un accord avec la Grèce et la Bulgarie portant sur la construction d'un oléoduc de 280 km, reliant le port bulgare de Bourgas, sur la Mer Noire, à celui d'Alexandropolis sur la Mer Egée, contournant les Détroits. Pouvant transporter jusqu'à 35 millions de tonnes de pétrole par an, cet oléoduc d'un coût d'environ 900 millions d'euros, permettra à la Russie d'évacuer une partie du brut de la Caspienne, qui est actuellement acheminé vers l'Europe depuis le port de Novorossiysk par les tankers.

Le 6 décembre 2004, Gazprom a signé avec l'entreprise turque Botas un mémorandum d'accord relatif à la coopération dans le secteur gazier, lui assurant notamment le droit à la distribution directe, ainsi que des modalités de stockage sous-terrain du gaz russe en territoire turc. Conformément à l'accord du 22 mai 2007 conclu avec Bosphorus Gas A.S (qui a succédé à Botas), Gazprom s'est vu attribuer des livraisons du gaz russe à la Turquie jusqu'en 2021.

L'Allemagne est le plus important partenaire commercial de la Russie. Lors de sa rencontre avec le chancelier Schröder à Hannover, en avril 2005, le président Poutine a annoncé que la Russie construira un gazoduc nord-européen Nord Stream reliant le port de Vyborg (sur le golfe de Finlande, près de St. Pétersbourg à la ville allemande de Greifswald, par la voie sous-marine de la Baltique de 1 198 km: un accord fut signé à ce sujet le 8 septembre 2005 à Berlin par les deux hommes d'Etat, et approuvé ultérieurement par la chancelière Mer-

kel. Gazprom achèvera la première ligne de ce gazoduc en 2010, se contentant à cette étape d'une seule ligne d'un débit de 27,5 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an; la construction d'une seconde ligne permettra d'augmenter le débit du gazoduc jusqu'à 55 milliards de m<sup>3</sup> par an. Initialement, le gaz à transporter proviendra du gisement Ioujno-Rousskoe situé dans la région de Tioumen, en Sibérie occidentale, et sera exploité conjointement par Gazprom et la société allemande Wintershall qui est une division énergétique de Basf, mais ultérieurement le gaz proviendra également des gisements de la péninsule de Iamal (dans la région de Tioumen), du golfe d'Obsko-Tasovsk, et peut-être aussi du gisement de Shtokman, dans la Mer de Barents. En contournant la Pologne et l'Ukraine, ce gazoduc évitera les coûts de transit et les risques de prélèvements unilatéraux du gaz.

La réalisation de ce projet fut confiée à une entreprise russo-allemande North European Pipeline, dont 51% des actions appartiennent à Gazprom, et 24,5% à chacun de ses partenaires allemands, Basf et E.On. Etant partisan de l'entrée de la Russie dans une perspective européenne<sup>2</sup>, le chancelier Schröder a soutenu fermement ce projet, et accédant à la demande de Vladimir Poutine, allait prendre la direction de l'entreprise. A part Wintershall, d'autres firmes – allemandes, françaises et britanniques – participent à cette construction qui débuta en septembre 2007. Elle entraînera une dépense de quelque 8 à 10 milliards de dollars.

L'Allemagne a accru sa coopération avec Gazprom, dans lequel Ruhrgaz (une filiale d'E.On) est un actionnaire (6,5%). En fait, Gazprom a centré sa politique énergétique sur son partenariat stratégique avec l'industrie allemande: il détient une participation minoritaire dans le capital de la société Wingas, constituée en 1993 avec Wintershall Ag (groupe Basf, géant allemand de la chimie), laquelle commercialise le gaz russe en Europe occidentale. En avril 2005, Basf a signé un accord de principe avec Gazprom visant la participation de sa filiale Wintershall à l'exploitation de gisements gaziers de Ioujno-Rousskoe en Sibérie occidentale qui devait débiter en 2007: E.On aimerait détenir lui aussi 25% de ces gisements<sup>3</sup>. L'Allemagne continuera de dépendre en grande partie de la Russie pour son approvisionnement en gaz: en juillet 2006, le numéro un allemand de l'énergie E.On signait un accord avec Gazprom prévoyant la livraison à l'Allemagne d'environ 400 milliards de m<sup>3</sup> de gaz d'ici 2036.

---

<sup>2</sup> GERHARD SCHRÖDER, «*Entscheidungen. Mein Leben in der Politik*», Hoffmann und Campe, 2006, pp. 460-461.

<sup>3</sup> E.ON taps Gazprom ties for Russian energy, dans «The Wall Street Journal», 2 août 2007.

Depuis septembre 2005, Gazprom exporte du gaz liquéfié par voie maritime aux États-Unis et, depuis 2006, ses exportations de gaz liquéfié vont également vers la Grande-Bretagne, le Japon et la Corée du Sud. Le 11 septembre 2000, la filiale de Gazprom, Vietgazprom, a signé un contrat avec la compagnie vietnamienne Petrovietnam sur l'exploration, la production et la commercialisation du gisement d'hydrocarbures dans le golfe de Bac Bo. Le 20 novembre 2006, Gazprom a signé un accord avec Petrovietnam approfondissant la coopération pétrolière et gazière entre les deux entreprises. Gazprom envisage d'exporter son gaz vers la Chine – 68 milliards de m<sup>3</sup> par an – dès l'achèvement vers 2011 de la construction de ses deux gazoducs vers ce Pays. Vers 2020, Gazprom pourrait assurer 15% du marché de gaz en Asie-Pacifique.

En décembre 2006, Gazprom a pris le contrôle de Sakhaline-2, un gigantesque programme d'exploitation de gaz sur cette île, entamé par les groupes Shell, Mitsui et Mitsubishi, réunies au sein de Sakhaline Energy Investment Corporation. Ayant versé 7,45 milliards de dollars, Gazprom dispose désormais de 50% plus une voix, dans le capital de la Seic, alors que les trois actionnaires précités ont diminué leurs participations de moitié: Shell est passé de 55% à 27,5%, Mitsui de 25 à 12,5%, et Mitsubishi de 20 à 10%.

En juillet 2007, Gazprom a signé avec le groupe français Total un accord pour exploiter l'immense gisement gazier de Chtokman situé au Nord de Mourmansk dans la mer de Barents, à 500 km des côtes russes. Ce gisement contient des réserves prouvées de 3 700 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, permettant une extraction pendant une période de 50 à 70 ans. La première phase de la réalisation de ce projet, qui nécessiterait un investissement de 12 à 14 milliards de dollars, s'achèvera en 2013: on prévoit une production de 23,7 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an. Le gaz extrait transitera par le gazoduc Nord Stream qui reliera la Russie à l'Europe occidentale sous la Mer Baltique. La part de Gazprom dans la société commune chargée de la réalisation de ce projet s'élève à 75%, et celle de Total à 25%. Le choix de Total s'explique en raison de son expertise en matière de plates-formes *offshore*: le champ gazier de Barents est à 350 mètres en dessous du niveau de la mer. Gazprom a promis de s'ouvrir à concurrence de 24% à d'autres investisseurs étrangers, qui pourraient être le norvégien Statoil-Norsk Hydro ainsi que les américains Chevron et Conoco Phillips.

Sergueï Kouprianov, porte-parole du Gazprom, a révélé le 29 août 2007 que le groupe russe va engager d'importants travaux de prospection géologique dans le plateau continental de l'Arctique. Ces recherches sont très prometteuses sur le plan des ressources énergétiques, a-t-il affirmé.

Le 21 janvier 2007, le ministre russe de l'Énergie, Viktor Khrishtenko, a signé avec son homologue algérien des accords de coopération

sur l'exploitation, la production, la commercialisation et le transport des hydrocarbures. A cette occasion, les autorités russes se sont prononcées pour la création d'un cartel du gaz groupant la Russie, l'Algérie, l'Iran et éventuellement la Libye, mais ce projet, pensons-nous, est difficilement réalisable: contrairement au pétrole, le marché du gaz est peu flexible, les contrats d'approvisionnement s'échelonnant sur des périodes beaucoup plus longues, jusqu'à 30 ans. A cela s'ajoute le fait que l'Iran est un concurrent direct de la Russie pour la commercialisation du gaz. Présents dans la République islamique dans l'exploration du gisement de Pars-Sud, les Russes n'ont pas été autorisés à participer à l'exportation du gaz extrait. En second lieu, on espère à Téhéran que la construction et la mise en vigueur en 2012 du gazoduc Nabucco, de l'Iran vers l'Europe, permettra aux Iraniens de devenir des fournisseurs privilégiés de gaz aux Etats européens.

#### FOURNITURES DU GAZ RUSSE AUX PAYS DU «PROCHE ÉTRANGER»

Traditionnellement, les Pays du «proche étranger» – les ex-républiques de l'Urss – bénéficiaient de tarifs préférentiels de Gazprom pour ses livraisons de gaz naturel, mais cette situation vient de prendre fin. La demande impérative de Gazprom aux gouvernements d'Ukraine, de la Biélorussie, de la Moldavie, de la Géorgie, voire de l'Arménie d'aligner leurs prix du gaz, en plein hiver de 2006, aux tarifs mondiaux en vigueur, fut conçue par les dirigeants de ces Pays comme étant guidée, tout au moins en partie, par des mobiles politiques. La crise qui s'ensuivit finit certes par déboucher sur des solutions de compromis, mais au prix de sacrifices consentis par les Etats acheteurs. Ces différends sur les fournitures de gaz ont laissé des traces, mettant en cause les liens traditionnels de coopération avec la Russie<sup>4</sup>.

L'économie de l'Ukraine est restée très dépendante de ses importations d'hydrocarbures en provenance de la Russie. Les accords intervenus en 1995 entre le président ukrainien Leonid Koutchma et le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine ont fixé le prix du gaz importé par l'Ukraine à 50 dollars les 1000 m<sup>3</sup>, les Russes intervenant pour 1,09 dollar dans son transport; à l'époque, Viktor Tchernomyrdine – ancien dirigeant du Gazprom – admettait que les Ukrainiens pourraient difficilement payer davantage<sup>5</sup>. Or, se félicitant de l'élec-

---

<sup>4</sup> ROMAIN YEKEMTCHOUK, *Gazprom - partenaire stratégique de l'Union Européenne*, dans «Revue du Marché commun et de l'Union Européenne», mars 2007, pp. 146-152.

<sup>5</sup> LEONID KOUTCHMA, *Posle maydana*, Kiev, «Dovira» - Moscou, «Vremya», 2007, p. 212 (en russe).

tion de Viktor Ianoukovitch aux élections présidentielles, qui allaient cependant être contestées par la «révolution orange» en novembre 2004, et se prévalant du fait que l'Ukraine se fit reconnaître par l'Union Européenne le statut d'économie de marché, le président Poutine annonça la modification de la politique gazière de la Russie vis-à-vis des Etats du «proche étranger», et Gazprom demanda au gouvernement de Kiev de porter le prix de ses importations de gaz à 230 dollars par 1000 m<sup>3</sup>. Les Ukrainiens ont refusé, en qualifiant la demande russe de «chantage économique» politiquement inspirée. Devant ce refus, Gazprom coupa le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ses livraisons de gaz à l'Ukraine, et cette situation a suscité des appréhensions: comme 80% des importations des Etats membres de l'UE transitent par l'Ukraine, les consommateurs ukrainiens allaient se servir unilatéralement d'une certaine quantité de gaz destiné à l'Europe, provoquant par là la perturbation de fournitures de gaz à certains de ces Etats. Il n'empêche que l'Union Européenne a refusé d'intervenir dans cette affaire, qu'elle a considérée comme un litige commercial, même s'il a entraîné des répercussions politiques. «On diabolise la Russie dans cette histoire», a déclaré Andris Piebalgs, commissaire à l'Energie. «Pourtant, c'est le seul problème que nous ayons eu avec les Russes en quarante ans de partenariat [...] C'est naturel que la Russie cherche à augmenter ses prix, surtout s'ils sont en deçà des prix actuels du marché mondial»<sup>6</sup>.

La crise fut dénouée le 3 janvier 2006, le gouvernement de Kiev acceptant une augmentation du prix du gaz à 95 dollars les 1000 m<sup>3</sup>, ces fournitures étant composées en partie du gaz turkmène (à 50 dollars les 1000 m<sup>3</sup>). Les importations ukrainiennes sont effectuées par la compagnie russo-ukrainienne RosUkr-Energo (contrôlée à 50% par Gazprom), laquelle le vend à la compagnie UkrGaz-Energo (contrôlée par Gazprom à égalité avec le groupe public ukrainien Naftogaz).

Investi le 5 août 2006 par le Parlement au poste de premier ministre, Viktor Ianoukovitch signait en octobre 2006 un accord avec Gazprom sur les livraisons du gaz russe à l'Ukraine de 55 milliards de m<sup>3</sup> par an, au prix de 135 dollars les 1000 m<sup>3</sup>, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Gazprom, qui livrait depuis des années à la Biélorussie le gaz au prix de 46,68 dollars les 1000 m<sup>3</sup>, demanda à l'approche du 1<sup>er</sup> janvier 2007 son relèvement à 200 dollars. Devant le refus du gouvernement de Minsk, Gazprom a réduit sa demande à 105 dollars les 1000 m<sup>3</sup>, mais à condition que la Biélorussie lui cède 50% de l'entreprise publique Beltransgaz, laquelle gère le réseau de gazoducs biélorusses. Une fois de plus, Minsk refusa et menaça d'interrompre le transit du

---

<sup>6</sup> «Libération», 5 janvier 2006.

gaz russe par la Biélorussie vers l'Europe: 5% du gaz consommé par les Etats membres de l'Union Européenne transitent par ce Pays. Finalement, un accord a été trouvé le 31 décembre, quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum de Moscou: la Biélorussie paiera désormais 100 dollars les 1000 m<sup>3</sup>, mais cédera en même temps à Gazprom 50% de Beltransgaz pour la somme de 2,5 milliards de dollars à verser au cours des quatre prochaines années. En contrepartie, le gouvernement de Minsk aurait voulu augmenter le tarif du transit du gaz russe par la Biélorussie pour le faire passer de 0,75 dollar à 1,45 dollar pour 1000 m<sup>3</sup> de gaz transporté sur 100 kilomètres. Il a établi une autre taxe sur le pétrole russe qui transite par son territoire par l'oléoduc Droujba (Amitié): 45 dollars la tonne, mais le gouvernement russe refusa: le 7 janvier 2007, il a fermé l'oléoduc Droujba par lequel transite chaque jour l'équivalent de 1,8 million de barils de pétrole vers la Pologne, l'Allemagne et la Slovaquie. Bien qu'il n'y avait aucun risque immédiat pour l'approvisionnement de l'Europe – les réserves disponibles s'élevant respectivement à 130 jours pour l'Allemagne et à 70 jours pour la Pologne – cette (brève) interruption a suscité des inquiétudes et l'Union Européenne a enjoint Moscou et Minsk de fournir des explications.

En fin de compte, les accords sur le prix de gaz et le transit de pétrole intervenus entre Moscou et Minsk ont évité l'interruption des livraisons de gaz russe transitant par la Biélorussie, à la Pologne, l'Allemagne et la Lituanie, mais la situation est restée instable: début août 2007, Gazprom a menacé de diminuer ses exportations de gaz vers la Biélorussie si cette dernière ne s'acquitte de sa dette de 456 millions de dollars pour ses achats du gaz.

La Moldavie, une des plus pauvres entités étatiques d'Europe, s'est vue couper le 1<sup>er</sup> janvier 2006 l'alimentation en gaz par Gazprom, lequel demanda aux Moldaves de payer 160 dollars les 1000 m<sup>3</sup> de gaz au lieu de 80 dollars. Dénonçant le fait que la province sécessionniste de Transnistrie n'était guère touchée par cette demande, le gouvernement de Kichinev a estimé que l'initiative russe était «conditionnée politiquement». Visant de trouver une réponse à cette crise énergétique, la Moldavie a signé un accord avec l'Ukraine pour obtenir des livraisons de gaz à des prix abordables.

Alors que la Géorgie payait 110 dollars les 1000 m<sup>3</sup> du gaz russe, à l'approche de l'hiver 2006, Gazprom demanda que ce prix soit porté à 235 dollars les 1000 m<sup>3</sup>, et devant le refus de Tbilissi, l'approvisionnement de la Géorgie en gaz russe fut interrompu. Le gouvernement géorgien a fini par signer un accord pour une durée d'un an, tout en se tournant vers l'Azerbaïdjan pour s'assurer un approvisionnement en gaz qui couvrirait 70% des besoins du Pays. Pour sa part, Gazprom entama la construction d'un gazoduc à destination de

l'Ossétie du Sud: long de 163 km, son achèvement a été prévu pour 2007. Désormais, les Ossètes seront approvisionnés en gaz directement par la Russie, sans passer par les structures géorgiennes. On a interprété ces mesures comme la réaction de la Russie au rapprochement de la Géorgie avec les Etats-Unis et l'Otan.

Les relations entre la Russie et l'Arménie sont restées traditionnellement amicales: en vertu du traité signé le 16 mars 1995, la Russie dispose dans ce Pays d'une base militaire. Aux termes de l'accord de coopération énergétique pour 25 ans conclu en avril 2006 avec l'Arménie, Gazprom a octroyé à cette dernière un prix de 110 dollars pour 1000 m<sup>3</sup> de gaz livrés, mais à la même occasion il a accru de 45% à 75% sa participation dans ArmRosGazprom, la société arménienne de distribution du gaz, et a pris le contrôle du gazoduc entre l'Arménie et l'Iran, dont la construction fut engagée en 2004. Le président arménien, Robert Kotcharian, assura que «Gazprom est un partenaire digne de confiance et la coopération avec cet organisme est profitable à tous les Arméniens».

#### L'EXPANSIONNISME DES ENTREPRISES COMME VECTEUR DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA RUSSIE

Lukoil, le premier producteur de pétrole en Russie – mais aussi important producteur de gaz – emploie 150 000 personnes et a produit 95,2 millions de tonnes de pétrole en 2006. Cette compagnie privée détient de larges participations à l'étranger: 85% de ses revenus de 2005 ont été réalisés hors du Pays. Lukoil est présent au Kazakhstan, en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan, en Egypte, en Iran, en Irak, en Colombie, au Venezuela, en Arabie saoudite, en Bulgarie, en Roumanie, en Finlande et aux Etats-Unis. Dès 1994, il a pris une participation de 10% dans le champ pétrolifère azerbaïdjanais de la Mer Caspienne, Chah-Deniz. En 1995-97, il engagea des projets d'exploration et d'exploitation pétrolière et gazière au Kazakhstan (à Karachaganak, Kumkol et Tengiz), en Azerbaïdjan (projet Yalama) et en Irak. L'International Finance Corporation a accordé à Lukoil un prêt de 150 millions de dollars pour la mise en valeur des champs pétrolifères et gaziers de Karachaganak, et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement lui a accordé un prêt de 180 millions de dollars pour l'extraction du pétrole à Chah-Deniz en Azerbaïdjan; un accord est intervenu avec la société japonaise Inpex pour la vente d'une participation de 10% dans les champs *offshore* azerbaïdjanais Chirag-Gyuneshli.

En 2003, Lukoil a signé un accord avec la compagnie norvégienne Norsk Hydro pour l'exploration conjointe du champ Anaran en Iran occidental. En 2004, une concession d'exploitation lui a été accordée par le Ministère de Pétrole d'Egypte, et Lukoil a signé avec

l'entreprise kazakh KazMunaGaz des accords d'exploration *offshore* du champ de la Mer Caspienne Tyub-Karagan et du champ Atashinskiy. Egalement en 2004, Lukoil a constitué avec la puissante compagnie saoudienne Aramco une joint-venture pour l'exploration et le développement du gaz naturel en Arabie saoudite. En juin 2004, Lukoil a racheté à la société italienne Eni 50% de sa participation dans JV LUKAgip qui détient des intérêts à l'étranger, notamment dans la région de la Mer Caspienne. Lukoil coopère avec la Société nationale de gaz et de pétrole du Venezuela dans la réalisation du projet Orinoco (lac Maracaibo).

En novembre 2004, un consortium fut constitué par Lukoil (90%) et l'Uzbekneftegaz (10%) pour la réalisation du vaste projet gazier Kandym-Khauzak-Shady-Kungrad, en Ouzbékistan. Etabli pour une période de 35 ans, cet accord prévoit une extraction annuelle de 10 milliards de m<sup>3</sup> de gaz pour un total de 207 milliards, la construction de 1 500 km de gazoduc, ainsi que d'une usine de production gazière à Kandym, dans la région de Boukhara. Des travaux de forage ont commencé en juillet 2006. Lukoil Overseas est membre du consortium international qui groupe Uzbekneftegaz, Petronas Carigali Overseas, CNPC International Ltd. et KNOC Aral Ltd., lequel a signé le 29 décembre 2006 deux accords relatifs à l'exploration d'hydrocarbures dans la zone ouzbek de la Mer d'Aral.

Lukoil dispose à 100% le capital d'une filiale Nelson Ressources qui a des activités au Kazakhstan et au Canada, et gère aux Etats-Unis un important réseau de distribution pétrolière. Elle détient en Finlande Teboil & Suomen Petrooli qui assure la distribution du pétrole, et possède trois raffineries modernes en Europe de l'Est. Après la cession par l'Etat de sa participation de 7,6% à la société américaine Conoco Phillips, Lukoil est devenue une entreprise entièrement privée. Le total des ventes de Lukoil à l'étranger en 2005 s'élevait à 26,4 milliards de dollars.

Contrôlée par l'Etat, la société Rosneft est le second producteur de pétrole de Russie: elle a produit en 2006 80 millions de tonnes de l'or noir, et espère de porter cette production à 90 millions de tonnes en 2007. Cotée à la bourse de Londres, la capitalisation boursière de Rosneft a été estimée début 2006 à quelque 50 milliards de dollars; ses ventes à l'étranger ont porté en 2005 à 3,44 milliards de dollars; ses deux le plus importantes filiales sont Yuganskneftegaz et Purneftegaz. Sa puissance économique s'est considérablement accrue après son rachat de 85% du capital de la société Ioukos, contrainte à la liquidation judiciaire à la suite d'un procès pour fraude fiscale et escroquerie. Le 3 mai 2007, Rosneft a emporté la vente aux enchères, pour 6,8 milliards de dollars, d'un lot du groupe Ioukos et, en août 2007, il a acheté pour 350 millions de dollars deux filiales de Ioukos

immatriculées aux Pays-Bas: on a pensé à cette occasion que Rosneft redeviendra le premier producteur de pétrole en Russie. Rosneft est engagée dans des joint-ventures en Algérie, en Colombie, au Kazakhstan et en Afghanistan; il a conclu un partenariat stratégique avec Gazprom et négocie avec lui l'accès au gazoduc Urengoi-Tchelyabinsk, ce qui lui permettrait d'assurer l'évacuation du gaz des champs de sa filiale Purneftegaz. Rosneft détient une participation de 10% dans le projet Sakhaline-1, où il espère de produire 10 millions de tonnes de pétrole; il coopère avec British Petroleum dans les projets Sakhaline-4 et Sakhaline-5. Il a engagé des travaux d'exploration dans la Mer d'Azov, et est en train de négocier l'exploration du plateau continental de la Mer Noire, laquelle contiendrait, pense-t-on, plus de 500 millions de pétrole. Dans le Kamtchatka occidental, Rosneft coopère avec Korean National Oil Company. Dirigé par Igor Setchine, un proche du président Poutine, Rosneft bénéficie dans ses opérations de l'appui de l'Etat: il avait été affirmé qu'investir dans Rosneft «revient à placer son argent au Kremlin».

Constituée en 1993, Severstal est le second producteur d'acier en Russie qui emploie près de 100 000 personnes; la majorité de son capital est détenue par son président Alexei Mordachov. Sa filiale Severstal North America a acquis en 2003-2004, pour un montant de 360 millions de dollars, la société US Rouge Industries, ce qui lui a permis d'atténuer l'impact des restrictions américaines en matière d'importation d'acier. En 2005, Severstal a pris une participation de 70,8% (574 millions de dollars) dans le groupe Lucchini, second producteur d'acier en Italie (présent également en France), ce qui a permis à la société russe de se mettre à l'abri des quotas d'importation imposés par la Commission de l'Union Européenne. Lors de la lutte engagée par l'indien Mittal pour acquérir Arcelor, ce dernier proposa à Severstal, en mai 2006, une importante prise de participation dans son capital, mais l'opération échoua.

Severstal détient d'importantes participations dans l'industrie automobile. Le 3 janvier 2006, Fiat s.p.a. et Severstal Auto ont signé un accord de coopération portant sur une cession de licences de fabrication d'automobiles Fiat, de véhicules industriels Iveco et de machines agricoles. Le 11 septembre 2007, Fiat et Severstal ont annoncé la création d'une joint-venture 50/50% dans la fabrication et la commercialisation de véhicules Fiat sur le marché russe. La nouvelle usine d'assemblage est située dans Naberejnye Chelni (région de la Volga).

Après avoir fusionné en mars 2007 avec son concurrent russe Sual, la société Rusal est devenue la plus grande entreprise mondiale d'aluminium: elle assume 16% de production d'alumine dans le monde. Elle opère dans dix-sept Pays et emploie quelque 100 000 personnes. Cette entreprise exploite deux grandes raffineries d'alumi-

nium en Ukraine. Elle a acquis deux mines de bauxite en Guinée, est présente au Nigéria dans la production d'aluminium, contrôle l'industrie de bauxite en Guyane, et a pris une participation de 20% (460 millions de dollars) dans Queensland Alumina Ltd en Australie (raffinage d'alumine).

De nos jours, une bonne partie de l'économie du Monténégro (qui a proclamé son indépendance en mai 2006) se trouve sous le contrôle des capitaux russes. Rusal a acquis pour un montant de 59 millions de dollars 65,4% des parts de l'entreprise monténégrine d'aluminium KAP, la plus importante du Pays, dont l'usine est située à une dizaine de km de Podgorica et qui dispose de mines de bauxite près de Niksic; elle a été autorisée à s'approvisionner en électricité, à des (bas) prix subventionnés, pendant cinq ans. Le secteur de l'aluminium représente 80% des exportations du Monténégro, 45% de sa consommation d'électricité et 25% des emplois<sup>7</sup>.

L'entreprise de télécommunications Mobile TeleSystems (Mts) s'est assurée une position dominante dans la téléphonie mobile en Ukraine et en Biélorussie. En 2004, Mts a pris une participation de 74% (121 millions de dollars) dans le principal opérateur téléphonique de l'Ouzbékistan, Uzdunorbital. Il a été estimé qu'en 2005, les participations de Mts à l'étranger s'élevaient à 3,89 milliards de dollars. Mts est restée une entreprise privée.

L'entreprise d'Etat United Energy Systems (UES) exerce en Russie le monopole en matière d'énergie électrique. Une de ses activités consiste dans l'exportation du courant électrique aux ex-républiques de l'Urss. Début 2005, ses transactions à l'étranger ont porté sur 441 millions de dollars.

Le groupe Evraz, qui est actif dans le secteur de l'acier et des métaux non ferreux, détient une participation de 75% dans Palini & Bartoli en Italie, possède Vitkovice Steel en République tchèque, contrôle à 100% Oregon Steel Mills aux Etats-Unis, et à 73% Strategic Minerals Corp., également aux Etats-Unis. Il détient une participation de 79% dans Highveld Steel en Afrique du Sud.

La prise de participation en 2006 de 5% dans EADS, constructeur d'Airbus, par la banque publique russe Vneshtorgbank, a suscité quelque émotion en France.

Parmi d'autres sociétés russes ayant des activités à l'étranger, mentionnons Norilsk Nickel, laquelle, spécialisée dans les métaux non

---

<sup>7</sup> ROMAIN YEKEMTCHOUK, *Le Monténégro, énième Etat membre de l'Union Européenne*, dans «Revue du Marché commun et de l'Union Européenne», juillet-août 2006, pp. 461-467.

ferreux, détient une participation de 20% dans Gold Fields Ltd en Afrique du Sud. La société des pierres précieuses Alrosa a exporté en 2005 pour quelque 923 millions de dollars.

EN GUISE DE CONCLUSION

En s'appuyant sur une économie en expansion et sur ses exportations d'hydrocarbures, la Russie a retrouvé ces derniers temps son statut de grande puissance et effectue son retour sur la scène mondiale où elle s'affirme économiquement. Restés tributaires de leurs achats de gaz et de pétrole russe, c'est à juste titre que les États membres de l'Union Européenne ont exprimé leurs inquiétudes: pour palier cette situation, le président français Sarkozy a préconisé les prises de participation par les entreprises françaises dans le capital de Gazprom.

Cette initiative n'a trouvé qu'un accueil mitigé auprès des entrepreneurs et financiers: l'entrée dans le capital du géant gazier russe ne permettra pas d'atténuer sérieusement sa politique monopolistique, car la Fédération de Russie y détient une position majoritaire. Il faut autre chose. Premièrement, il faut qu'au sein de l'Union Européenne, aucune entreprise extérieure à l'UE ne puisse contrôler majoritairement un producteur ou un distributeurs d'énergie s'il n'y a pas de réciprocité dans son Pays d'origine, en l'occurrence en Russie. Cela réduirait des ambiguïtés qui sont en train de se créer. En second lieu, il faut – c'est impératif – que les États membres de l'Union Européenne se mettent en fin de compte d'accord pour pratiquer une politique énergétique commune et parler dans ce domaine d'une seule voix. A l'heure actuelle ce n'est pas le cas, et cette situation – cet individualisme étatique – porte un préjudice aux mécanismes décisionnels européens face à l'expansionnisme russe en matière de gaz et de pétrole.

